

**CONSEIL MUNICIPAL DU MERCREDI 8 FEVRIER 2023****N° 2023/22**

Un extrait de la présente délibération a été affiché à la porte de la Mairie :

**LE 13 FEVRIER 2023**

Présents : 25  
Excusés : 10  
(10 pouvoirs)  
En exercice : 35

-----  
Secrétaire de séance :  
Christophe CARDET et  
Benedicte LE MENAC'H

Le mercredi huit février deux mille vingt-trois à dix-huit heures trente, les membres du Conseil Municipal se sont réunis salle du Conseil Municipal à Saumur, sous la présidence de Monsieur Jackie GOULET, Maire, sur convocation faite par lui le premier février deux mille vingt-trois.

**Étaient présents** : M. GOULET, Maire – M. NERON M-A., Mme GUILLON, Maires Délégué(e)s – Mme LELIEVRE, M. GUILMET, Mmes LE COZ, GRIMA, M. CARDET, Mme METIVIER, M. JOSSE, Adjoint – M. BIDAULT, Mmes BOURDIER, TUBIANA, TAUGOURDEAU, MM. PIERRE, BRAEMS, Mmes RIO, LHOMMEDE, MM. RICOU, CHENOUF, Mme LE MELINER, M. CHANDOUINEAU, Mme SOURDEAU, M. HENRY, Mme LE MENAC'H, Conseillers Municipaux.

**Excusés** : M. NERON N., Mme LIEBAULT, MM. PROD'HOMME, COMBEAU, CHA, Mmes GODFRIN, COUBLANT, FAURE, M. OLIVA et Mme VILLARME ont respectivement donné pouvoir à Mme LELIEVRE, M. NERON M-A., Mmes GUILLON, GRIMA, M. RICOU, Mme RIO, M. GUILMET, Mme LE COZ, M. CHANDOUINEAU et Mme SOURDEAU

**EXTENSION DU « FORFAIT MOBILITÉS DURABLES » POUR LES AGENTS DE LA VILLE DE SAUMUR**

Vu le Code Général de la Fonction Publique,

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu la loi n°2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités,

Vu le décret n°2010-676 du 21 juin 2010 modifié instituant une prise en charge partielle du prix des titres d'abonnement correspondant aux déplacements effectués par les agents publics entre leur résidence habituelle et leur lieu de travail,

Vu le décret n°2022-1557 du 13 décembre 2022 modifiant le décret n°2020-1547 du 9 décembre 2020 relatif au versement du « forfait mobilités durables » dans la fonction publique territoriale,

Vu les articles L.3261-1 et L.3261-3-1 du code du travail,

Vu l'avis favorable émis par le Comité Social Territorial du 1er février 2023,

Considérant que la Ville de Saumur souhaite étendre le dispositif du « forfait mobilités durables » afin d'encourager le recours aux modes de transports alternatifs et durables pour les déplacements domicile-travail des agents.

Tous les agents effectuant tout ou partie de leurs déplacements entre leur résidence habituelle et leur lieu de travail :

- avec leur cycle
- avec leur cycle à pédalage assisté personnel
- avec leur engin de déplacement personnel (EDP) motorisé dont l'agent est propriétaire (trottinette électrique, mono roue, gyropode, skateboard, hoverboard...)
- en tant que conducteur ou passager en covoiturage
- ayant recours à un service de mobilité partagée comprenant la location ou la mise à disposition en libre-service de deux roues non thermiques (scooters et trottinettes électriques), de vélos avec ou sans assistance électrique ou d'EDP motorisés ou non ; ou les services d'autopartage de véhicules à faibles émissions (électriques, hybrides rechargeables ou hydrogènes)
- en possession d'une voiture électrique sans permis (en location ou en tant que propriétaire)

bénéficient du forfait « mobilités durables ».

Considérant que l'agent doit se déplacer avec un des moyens de transport cité ci-dessus, pendant un nombre minimal de 30 jours sur une année civile. Ce nombre minimal de jours est modulé selon la quotité de temps de travail de l'agent.

Le montant du forfait est déterminé après application du barème suivant :

Nombre de déplacements réalisés au cours de l'année civile précédant celle du versement du forfait par l'un des modes de transport éligible	Montant du FMD
Entre 30 et 59 jours	100 €
Entre 60 et 99 jours	200 €
100 jours et plus	300 €

Considérant que le montant de ce forfait est fixé à 300 euros maximum, et sera versé en une seule fois sur l'année civile. Ce forfait sera versé l'année suivant celle du dépôt de la déclaration auprès de la collectivité.

Considérant que le bénéfice du « forfait mobilités durables » est subordonné au dépôt d'une déclaration sur l'honneur établie par l'agent auprès de la collectivité au plus tard le 31 décembre de l'année au titre duquel le forfait est versé. Cette déclaration certifie l'utilisation de l'un des moyens de transport mentionné ci-dessus, dans les conditions prévues.

L'utilisation de ces moyens de locomotion peut faire l'objet d'un contrôle de la part de la collectivité qui peut demander tout justificatif utile à cet effet.

L'agent recruté par plusieurs employeurs publics, dépose auprès de chacun d'eux sa déclaration sur l'honneur dans les mêmes conditions que celles fixées ci-dessus. Le montant du forfait versé par chaque employeur est déterminé en prenant en compte le total cumulé des heures travaillées au prorata du temps travaillé auprès de chaque employeur.

Considérant que la modulation du forfait et du nombre minimal de déplacements en fonction de la durée de présence de l'agent (recrutement au cours de l'année, placement de l'agent dans une autre position que celle d'activité pendant une partie de l'année) est supprimée.

Considérant que le versement du « forfait mobilités durables » est cumulable avec le versement mensuel de remboursement des frais de transports publics ou d'abonnement à un service public de location de vélos.

Considérant que sont exclus de ce dispositif, les agents bénéficiant :

- d'un logement de fonction sur leur lieu de travail
- d'un véhicule de fonction ou d'un véhicule de service avec remisage à domicile
- d'un transport collectif gratuit entre leur domicile et leur lieu de travail
- d'un transport gratuit par leur employeur

Considérant que ce dispositif entre en vigueur de manière rétroactive pour les déplacements domicile-travail effectués à compter du 1er janvier 2022,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, **à l'unanimité** :

- APPROUVE l'extension du « forfait mobilités durables » à compter du 1er janvier 2022 (effet rétroactif) dans les conditions ci-dessus définies.
- AUTORISE le Maire ou son représentant à signer tout document se rapportant à cette affaire.
- PRÉVOIT l'inscription des crédits nécessaires au budget chapitre 012.

Pour extrait conforme,  
Le Maire de la Ville de Saumur,  
  
Jackie GOULET